

## Arrêté portant autorisation de tirs d'élimination de sangliers en dehors de la période d'ouverture de la chasse en cœur du Parc national des Cévennes

n°2020-0123 du 04 mai 2020

La directrice de l'établissement public du Parc national des Cévennes,

**Vu** le décret n°2009-1677 du 29 décembre 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du Parc national des Cévennes aux dispositions du code de l'environnement issues de la loi n°2006-436 du 14 avril 2006, et notamment son article 6 ;

**Vu** le décret n°2013-995 du 8 novembre 2013 portant approbation de la charte du Parc national des Cévennes, et les recommandations du conseil scientifique de l'établissement public en date du 6 juin 2018 ;

**Vu** le décret 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et le décret 2020-344 du 27 mars 2020 complétant celui-ci ;

**Vu** la demande de M. Laurent VEYRUNES, propriétaire exploitant en cœur du Parc national à Valfournès commune d'ALTIER 48800, justifiant d'importants dégâts de sangliers sur les parcelles de l'exploitation, et sollicitant la mise en place de tirs d'élimination des animaux responsables, en date du 1<sup>er</sup> mai 2020,

**Vu** le constat de M. Maxime REDON, chargé de mission chasse du service développement durable de l'établissement public en date du 1<sup>er</sup> mai 2020,

**Vu** l'avis favorable de M. André THEROND, président de l'association cynégétique du Parc national des Cévennes, en date du 1<sup>er</sup> mai 2020,

**Considérant** les dangers encourus par la population en cas de propagation du Covid-19 ;

**Considérant** l'importance de freiner cette propagation notamment en limitant la circulation des personnes hors de leurs domiciles pour des motifs non-mentionnés au décret du 16 mars 2020 et en respectant strictement des mesures de distanciation sociale ;

**Considérant** l'importance des dégâts commis par l'espèce sanglier sur les parcelles de l'exploitation,

**Considérant** que l'élimination par tirs des animaux responsables des préjudices, peut contribuer à résorber les dégâts signalés et permettre les travaux de remise en état,

**Considérant** ces tirs comme une participation à une mission d'intérêt général sur demande de l'autorité administrative, en application de l'article 3 du décret du 23 mars 2020, modifié par le décret du 27 mars 2020, prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

### ARRETE

#### Article 1 :

**M. Laurent VEYRUNES**, autorisé à chasser en cœur du Parc national des Cévennes et détenteur d'un permis de chasser visé et validé au titre de la campagne 2019-2020, est **autorisé à pratiquer des tirs en dehors de la période d'ouverture de la chasse selon les conditions définies ci-après :**

- *nature des tirs :* Tirs d'élimination des seuls sangliers, mis en œuvre de manière strictement individuelle via les techniques d'approche et d'affût sans chien
- *localisation des tirs :* LOZERE / Mont Lozère / commune : ALTIER 48800 / Lieu-dit : Valfournès et sur ou à proximité immédiate des parcelles exploitées par le pétitionnaire, en cœur du Parc national des Cévennes

## **Article 2 :**

Ces interventions sont considérées comme une participation à une mission d'intérêt général sur demande de l'autorité administrative, en application de l'article 3 du décret du 23 mars 2020, modifié par le décret du 27 mars 2020, prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

Elles seront préalablement signalées à la mairie ainsi qu'à la brigade de gendarmerie compétente par le bénéficiaire.

L'autorisation visée à l'article 1 est assortie des prescriptions suivantes :

- les animaux abattus dans le cadre de la présente autorisation deviennent propriété du tireur ;
- le bénéficiaire assure le traitement et/ou l'évacuation de l'animal abattu selon les dispositions prévues par la réglementation en vigueur. Il est informé par le présent arrêté du risque de « tri-chine » pour toute ou partie de carcasse traitée en vue d'être cédée ou directement consommée ;
- le bénéficiaire adresse obligatoirement avant le 20 juin 2020, un compte-rendu détaillé au chargé de mission *Chasse* de l'établissement public au siège du Parc national des Cévennes, selon le modèle annexé au présent arrêté.

## **Article 3 :**

La présente autorisation prend effet à compter de sa signature et cesse de plein droit le 31 mai 2020. Son renouvellement éventuel est obligatoirement conditionné par une demande motivée du pétitionnaire et par le retour du compte-rendu évoqué ci-dessus dûment renseigné.

## **Article 4 :**

Les agents de l'établissement public du Parc national des Cévennes sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

La directrice de l'établissement public  
du Parc national des Cévennes



Anne LEGILE

**Le présent arrêté peut être contesté par recours gracieux auprès de l'établissement public du Parc national des Cévennes, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Il peut également être contesté, dans le même délai devant le Tribunal administratif de Nîmes.**

Etablissement public du Parc national des Cévennes  
Service *Développement durable*  
tél : 04 66 49 53 11 (secrétariat)

Diffusion :

- original :
  - EP PNC / SG
- copies :
  - Pétitionnaire
  - DDT 48
  - ONCFS 48
  - FDC 48
  - ACPNC
  - EP PNC / massif Mont Lozère
  - EP PNC / SDD (dossier n°2020-XXX)



Parc national des Cévennes

Annexe : Compte-rendu détaillé d'opération individuelle de tirs d'élimination de sanglier  
via les méthodes d'approche et d'affût en cœur du Parc national des Cévennes

Date	Plage horaire	Lieu-dit	Commune	Nb sangliers vus	Nb sangliers tués	Observations ou remarques

Il est impératif d'indiquer chaque sortie, même sans résultat.

Ce document, dûment renseigné, daté et signé, doit être obligatoirement retourné à Maxime REDON, chargé de mission *Chasse*, au siège du Parc national des Cévennes, 6 bis Place du Palais 48400 FLORAC, dès la fin des opérations.

Date :

NOM & Prénom du bénéficiaire :

Signature :